

p.A.45.22.(U'ch) - ZW/KT/hz

Berne, le 29 août 1978.

CONFIDENTIELNote au Chef du Département

Séance du CF du 30 août 1978

A l g é r i e

Vous avez informé le Conseil fédéral, en sa séance du 3 mai 1978, de votre intention d'adresser une lettre au Ministre des affaires étrangères d'Algérie pour exprimer le souhait que soit créé un cadre de discussions permettant d'examiner, dans un esprit ouvert et constructif, les différents problèmes surgis, ces dernières années, dans les relations entre les deux pays.

Le CF a partagé votre manière de voir. En conséquence, une lettre a été remise à New York, le 13 mai 1978, à M. Idris Jazairi, Président du Comité plénier de l'ONU (dialogue Nord/Sud), par l'Ambassadeur Marcuard.

M. Bouteflika a réagi positivement à l'idée de nouer un dialogue par l'entremise d'émissaires. Il l'a fait une première fois auprès de M. Jolles par M. Jazairi puis plus concrètement, une seconde fois, lors de la conférence des Ministres des affaires étrangères des pays non-alignés qui s'est tenue à Belgrade en juillet dernier. A cette occasion, un long échange de vues a eu lieu entre l'Ambassadeur Iselin et le Directeur pour les affaires européennes et d'Amérique du Nord au Ministère algérien des affaires étrangères.

- 2 -

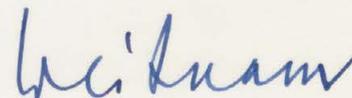
Nous sommes en discussion avec le Ministère des affaires étrangères algérien au sujet de la date (qui sera probablement les 16 et 17 septembre prochain) et de la composition des deux délégations.

La délégation suisse sera dirigée par M. Martin, Directeur administratif et ancien Ambassadeur en Algérie. Il sera accompagné d'experts pour les questions juridiques et bancaires.

Il incombera à cette délégation de déterminer les conditions d'une amélioration des relations entre les deux pays à la lumière des événements qui se sont produits ces dernières années et du contentieux important qui existe entre les deux pays.

Il est difficile à ce stade préparatoire des discussions de porter un jugement sur les chances de succès d'une telle mission. Néanmoins, nous discernons une certaine volonté des autorités algériennes de décriper nos relations. De notre côté, nous espérons pouvoir dissiper les malentendus existants. Ces éléments justifient donc l'envoi de cette délégation de caractère exploratoire.

Le Secrétaire général :



A. Weitnauer